



Liminaire FSU CTA 18 janvier 2021

Nous souhaitons tout d'abord vous adresser, ainsi qu'aux personnels des services, tous nos vœux de santé au seuil de cette nouvelle année qui s'annonce encore bien compliquée.

Nous venons de vivre une nouvelle rentrée pas simple du tout voire même inquiétante après le brassage lié aux vacances et aux fêtes de fin d'année. Force est de constater une nouvelle fois que le ministre Jean Michel Blanquer affiche beaucoup d'intentions mais se soucie peu des moyens pour les mettre en œuvre : la politique de tests à grande échelle peine à se mettre en place et son organisation manque cruellement de précision pour les personnels (par exemple mardi 19 janvier c'est-à-dire demain dans le Var les personnels sont-ils déchargés de cours pendant une heure pour aller se faire tester ou bien ce geste sanitaire et citoyen se fait-il sur le temps libre ?), il en est de même en ce qui concerne l'isolement des personnels et élèves positifs ou cas-contact, l'aération renforcée des salles, le non-brassage des élèves, etc. Le ministre de la santé annonce 1 million de tests par semaine dans les établissements scolaires, nous souhaitons savoir comment les choses vont se mettre en place.

Les demi-groupes sont possibles uniquement en lycée, sans cadrage national et avec une pression forte pour mettre les terminales à 100%, ce qui contribue à creuser les inégalités et à dénoncer des dérives locales dans certains EPLE. De même, l'organisation des périodes de formation en entreprise est laissée à l'appréciation de chaque lycée professionnel, créant des inégalités et désorganisant les enseignements. La question des examens est renvoyée au dernier moment. Dans les collèges les annonces de jeudi 14 janvier sont insuffisantes et inadaptées, la présence à 50% dans les gros collèges doit être la règle et non l'exception il est irresponsable de laisser 30 élèves et parfois plus dans une même salle. Nous vous demandons M le recteur d'avoir un examen bienveillant et attentif aux demandes qui vont être refaites par les collèges de notre académie sur le plan de continuité pédagogique.

Pour les écoles les dernières annonces du ministre montrent sa méconnaissance une nouvelle fois du terrain car dans les cantines le non brassage est déjà largement assuré ce qu'il faut mettre en place dans le premier degré c'est bien la distanciation physique.

Et que dire de la décision incompréhensible de sortir l'enseignement de l'EPS et des activités sportives des gymnases, alors que le Ministre a martelé le fait que l'école était un lieu sûr. Vous-même, M. Le Recteur avez confirmé à plusieurs reprises que l'école n'était pas vectrice de la pandémie. Rien n'empêche de continuer à entasser les collégiens, sans masques, dans des cantines qui resteront bondées mais il n'est plus possible de faire pratiquer les élèves dans les gymnases alors même que les enseignants s'évertuent efficacement à respecter un protocole contraignant. Comment ne pas penser que cette décision n'est rien d'autre qu'une « opération communication » destinée à occuper les esprits des citoyens ? Mais quel mépris pour le travail des équipes EPS !!! Quel mépris des besoins des élèves ! C'est pourtant le protocole qui précisait toute l'importance de reprendre les enseignements de l'EPS et leur rôle dans la reconstruction du lien social.

Tout et son contraire sont dits sur la vaccination, tantôt annoncée en mars et organisée dans les écoles et établissements scolaires, tantôt prévue comme pour toute la population plus tard et via le médecin traitant. Les personnels ou les élèves vivant au domicile avec une personne considérée comme vulnérable ne bénéficient toujours pas de mesures de protection renforcée. L'ensemble des agents des services publics, particulièrement exposés, doivent avoir accès dès maintenant aux vaccinations. De manière générale, la FSU a demandé pour tous les personnels des protections adaptées à leur exposition, notamment pour les AED et les AESH. La FSU a fait des propositions pour que tous les scénarii soient envisagés, y compris en cas de circulation d'un variant plus contagieux et touchant davantage les jeunes, sans véritable prise en compte par le ministère. A l'heure où notre académie fait partie des zones où le virus est très présent et où même un département, les Alpes-Maritimes, détient le triste record d'être le département français le plus touché, nous vous demandons solennellement M. le recteur d'intervenir pour que des mesures spécifiques soient mises en œuvre de manière urgente pour protéger les élèves et les personnels et éviter la fermeture des établissements ce qui serait la pire des solutions.

La crise engendre des tensions fortes sur le climat scolaire et social et la communauté scolaire est fatiguée et inquiète. Il est urgent d'éviter les tensions au moment où la crise sanitaire est encore très forte et avec les dotations scandaleuses que vous allez faire parvenir. Nous vous demandons de faire passer un message en ce sens aux chefs d'établissement car nous ne souhaitons pas que certaines situations dégénèrent comme cela semble être le cas au lycée Paul Augier à Nice où près de 70% des personnels ont signé une pétition pour

dénoncer les agissements du proviseur.

La jeunesse, frappée de plein fouet par les conséquences des crises sanitaire, économique et sociale qui se combinent désormais, mérite d'être au cœur des préoccupations. Cela passe par un plan de recrutements massifs, le renforcement des équipes pluriprofessionnelles au sein des établissements scolaires, le maintien des infirmiers au sein de l'Education nationale et une politique éducative sociale et de santé sous la gouvernance et la responsabilité pleine et entière du ministère. Mais c'est bien le contraire de tout cela que vous vous apprêtez à nous présenter ce jour avec des mesures insuffisantes pour le premier degré avec plus 95 etp et des mesures catastrophiques pour les collèges et les lycées de notre académie qui avec 2 462 élèves de plus prévus pour la prochaine rentrée se voient supprimer plus de 200 heures postes contre si l'on ose dire un millier d'heures supplémentaires qui vont entraîner de facto des fermetures de postes et encore davantage de compléments de service. C'est totalement irresponsable, après ce que vivent depuis mars dernier élèves, personnels et familles, de dégrader encore les conditions de travail des élèves et des personnels. Nous savons que vos services sont débordés par les demandes de remplacements qui ne peuvent être honorées. Dans la région toulonnaise en EPS, par exemple, vous ne trouvez plus de remplaçant. Au collège de Peymeinade, certains élèves n'ont plus d'enseignement de Français depuis de très nombreuses semaines et aucune embellie ne semble se profiler... Nous vous demandons de transmettre notre inquiétude au Ministre Blanquer, car même dans le cadre de sa vision minimaliste de l'école (lire, écrire, compter), il faut encore quelques enseignants pour transmettre le savoir.

Les personnels administratifs des services centraux sont débordés et souffrent. La crise sanitaire n'explique pas tout, le travail semble de plus en plus désorganisé au rectorat comme à la dsden 06, la continuité de fonctionnement des différents services est mise à mal par une précarité accrue. A tout cela s'ajoute une gestion des ressources humaines qui nous interroge à la FSU car beaucoup des personnels que nous représentons ici font état d'injonctions, de menaces directes ou dissimulées. Cela doit cesser, nous demandons que des échanges constructifs puissent avoir lieu lors d'un prochain CTSA. Nous demandons également que nos collègues puissent avoir les informations qui les concernent en étant destinataires des circulaires traitant des questions sanitaires ou de mobilité par exemple mais aussi des informations qui touchent à leur quotidien comme par exemple la fermeture du restaurant administratif. Il est urgent M. le Recteur de mettre fin à la souffrance de nombreux agents du site Cap de Croix.

De même, la situation sociale dramatique que vivent les étudiants nécessiterait un plan d'action conséquent et pas le verbiage de la ministre. Les étudiants ont besoin de retrouver des heures en présentiel dans le respect des gestes barrières.

La jeunesse est une grande oubliée du « plan de relance » alors qu'elle est l'actrice de la société de demain !

La gestion erratique et sans moyens supplémentaires de la crise sanitaire est à la mesure du mépris que les personnels ressentent sur l'ensemble de la politique éducative, édictée à l'endroit des conditions d'exercice de leurs métiers et missions et de leurs expertises professionnelles et de l'absence de reconnaissance de leur engagement quotidien par des carrières et des salaires revalorisés.

Cela ne donne que plus de force à l'appel que la FSU, avec une large intersyndicale, a lancé à tous les personnels de l'Education nationale, rejoints par l'enseignement supérieur et la recherche, à se mettre en grève mardi 26 janvier et, dès maintenant, à exiger les mesures de protection nécessaires de leur employeur.